

Sivens : Le retour du barrage !!!

Le conseil départemental envisage à nouveau la construction d'une retenue à Sivens et la destruction d'un morceau de notre patrimoine commun, à savoir une zone humide dont la présence est indispensable aux grands équilibres naturels. Et cela, au moment même où la survie de l'humanité est remise en cause par le changement climatique. Cette démarche est entreprise au bénéfice de la petite vanité des "élus de la république", de quelques grandes sociétés de travaux publics, de gros semenciers, de créateurs d'intrants chimiques et de leurs actionnaires, de 11 (onze) agriculteurs et sous la pression de syndicats agricoles majoritaires.

Nous étions prévenu.e.s...

Même si la possibilité d'un changement climatique lié aux activités industrielles a été évoquée dès le début du XIXe siècle puis confirmée au cours des années 1950, c'est le rapport Meadows, publié en 1972 qui a eu le plus de retentissement à défaut d'effets. Cette année, grâce à un modèle informatique, une équipe de chercheurs du Massachusetts Institute of Technology pointait une évidence : **dans un monde fini le développement ne peut être infini**. Elle démontrait que sans un changement important en matière de croissance démographique et industrielle nous courrions vers un effondrement du système que nous avons mis en œuvre depuis près de trois siècles. Elle estimait même autour des années 2100 le moment où se produirait cet effondrement en l'absence de réactions de notre part. Nous y sommes.

En 2012, un nouveau rapport, basé sur le même modèle modernisé, confirmait les conclusions émises par leurs prédécesseurs.

Depuis quelques décennies, le GIEC fournit régulièrement à nos dirigeants analyses et prévisions toujours plus précises et alarmantes qui confirment les rapports précédents. Sans réaction.

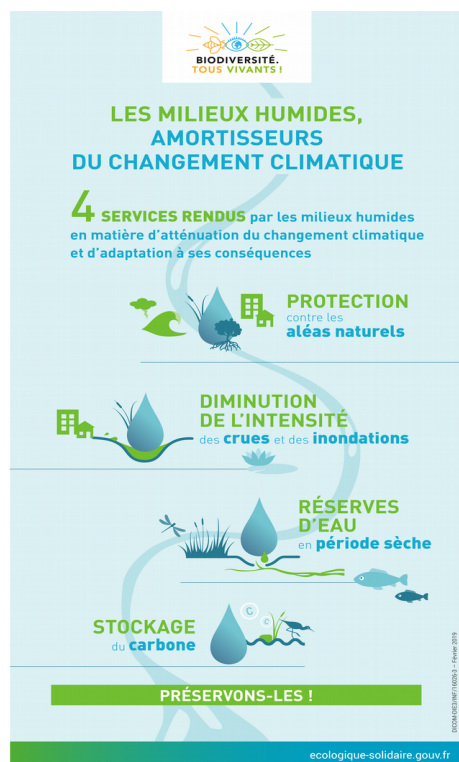
Les Limites à la croissance (dans un monde fini) également connu sous le nom de « Rapport Meadows », est un rapport demandé à des chercheurs du MIT par le Club de Rome en 1970.

Ce rapport souligne la nécessité de **mettre fin à la croissance** afin de préserver le système mondial d'un effondrement. Il note également que plus les prises de décisions seront tardives, plus elles seront difficiles à mettre en œuvre.

Voilà un demi siècle que nous savions ce qui nous attendait...

Vous avez dit : irresponsables ?

Alors que penser de la volonté de plus en plus clairement affichée par nos dirigeants départementaux de réactualiser le projet de retenue sur le Testou, à Sivens, dans la zone humide du Testet ?



Ceci est l'infographie du ministère de l'écologie qui est intitulée : "milieux humides, amortisseur du changement climatique"

Pourtant nombre d'études démontrent (voir rapport Florence Habets, 28 janvier 2019 : Point de revue bibliographique sur le lien entre sécheresse et stockage de l'eau), au moins deux éléments essentiels :

- d'une part que "ce sont les consommations excessives en eau de l'industrie et de l'agriculture qui sont à l'origine de l'intensification des sécheresses" ,
- d'autre part qu'en période de sécheresse prolongée ou répétée, les barrages et retenues d'eau aggravent le déficit hydrique

Au contraire, le rôle des zones humides sur la régulation des pics de sécheresse et de précipitations, sur le stockage du CO₂ et la vitalité de la biodiversité (indispensable - entre autres - à la pollinisation de notre nourriture à venir) a été tant de fois vérifié par de multiples sources que même le ministère de la transition écologique et solidaire le reprend dans ses propres pages (<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/protection-des-milieux-humides>). **On ne peut que regretter que les actes restent si éloignés des paroles.**

Et que penser de la déqualification de nos petits cours d'eau, rayés de la carte pour devenir fossés ou ravines ? L'objectif poursuivi est de sortir du champ de la loi sur l'eau des milliers

de kilomètres de cours d'eau qui ne pourront plus être protégés des pesticides, des travaux d'aménagements... (En Tarn-et-Garonne, près de 30 % des cours d'eau ont été déclassés – Reporterre février 18). Décision pour le moins étrange quand les relevés sanitaires montrent une baisse quasi générale de la qualité de nos eaux.

Pourquoi refuser les alternatives proposées par les organisations "pro-environnementales" qui ont acceptées de "jouer le jeu" en participant à ce Projet de Territoire ? Des alternatives respectueuses de l'environnement et des deniers publics."

De même, des centaines d'agriculteurs dans le pays se sont engagés avec bonheur dans des pratiques agricoles respectueuses du sol et des micro-organismes, insectes, mycélium qui le composent, le font vivre et le rendent propre à cultiver avec très peu d'intrants issus de l'industrie chimique (voire plus du tout, ce qui est excellent pour notre santé), plus de labours profonds (donc moins de gas-oil et plus de temps libéré) et 30 à 50 % d'irrigations en moins. Un peu de courage politique et moins de servilité envers les syndicats majoritaires agricoles, les actionnaires des grandes sociétés semencières et des fabricants d'intrants chimiques seraient nécessaires à nos "dirigeants" pour inciter, aider et accompagner les agriculteurs à changer de pratiques.

Pourquoi en sommes-nous arrivés là ?

Nos auto-proclamées élites ne sont en réalité que de la valetaille au service des grands groupes technico- industriels. Elles adoptent et mettent en œuvre entre-elles des politiques visant uniquement à multiplier les profits. Pour cela, s'il faut construire un barrage, même inutile, même néfaste, et bien on construira ce barrage. Et s'il le faut, on le fera en niant les oppositions voire en les gazant, matraquant, emprisonnant... allant jusqu'à tuer.

C'est au nom de la même logique qu'on construira une autoroute (par exemple Castres – Toulouse) dont le seul intérêt sera de permettre à Vinci, ou n'importe quel autre grand groupe, de gonfler ses profits en coulant du goudron sur des terres agricoles. Mais on vendra du kilomètre, un peu plus de bagnoles... Et pourquoi pas, un peu plus loin, ne pas édifier une zone commerciale qui artificialisera des centaines d'hectares de sol sous des tonnes de béton et de goudron au seul bénéfice du "dieu commerce". Citoyen consommateur grimpez dans vos voitures, venez pousser nos caddys et consommez, ; si par malheur vous manquiez d'enthousiasme nos publicités vous regonfleront

Notre démocratie est confisquée, par des gens que nous élisons à leur seul profit. Nous, le peuple, n'avons qu'un seul droit, celui de consommer et de la fermer, et gare, si on se permet de contester. Au mieux le mépris nous remettra à notre place et si ce n'était pas suffisant, l'État saura nous faire rentrer dans le rang en nous envoyant ses mal nommées force de l'ordre.

Compétence et probité de nos élus ?

Rappelons-nous :

Le premier projet de barrage sur la zone humide a été voté par 43 conseillers généraux. 2 se sont abstenus, 1 seul a voté contre.

Conflits d'intérêt, études bidonnées, mensonges en avalanche, violences policières, connivences entre gendarmerie et militaires émanant du milieu agricole productiviste, des dizaines de blessés-e-s physiques et psychiques, un mort.

Juin 2016, le tribunal administratif annule le projet en le déclarant illégal.

Les territoires sur lesquels nous vivons sont nos bien communs.

Ils n'appartiennent pas plus à nos élus qu'aux lobbys de l'eau et de l'agrobusiness auxquels ils sont liés.

Mettons-les sous notre protection.

Refusons la retenue.

Sauvons la zone humide.

Semaine internationale pour le climat

Du 20 au 27 septembre

Une initiative pour la sauvegarde de la zone humide du Testet sera prise.

Restez en alerte !

Grenouilles et tritons en colère